

## Bujumbura affirme que la contestation est terminée et met en cause la presse

@rib News, 11/06/2015 – Source AFP Le gouvernement burundais a affirmé jeudi que la contestation qui agite le Burundi depuis fin avril contre un nouveau mandat du président Pierre Nkurunziza avait cessé et accusé les journalistes d'organiser les derniers rassemblements constatés. "Il n'y a plus de manifestations à Bujumbura ou à l'intérieur du pays (...). Ce qu'on observe sur le terrain, c'est un mouvement de certains journalistes, surtout ceux d'opinion par les médias internationaux, qui recherchent et organisent des groupes de gens", a déclaré le porte-parole adjoint du ministre de la Sécurité publique, Pierre Nkurikiye.

"Ces journalistes leur demandent de chanter, d'exhiber des pancartes. Ces derniers s'exécutent et ces journalistes prennent des images qu'ils diffusent par la suite auprès de certains médias internationaux et sur internet et commentent qu'il y a eu des manifestations au Burundi", a-t-il poursuivi, donnant lecture d'un communiqué. La candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat, que ses adversaires estiment inconstitutionnel, a déclenché le 26 avril un mouvement de contestation marqué de violences qui ont fait une quarantaine de morts et poussé plus de 100.000 Burundais à fuir vers les pays voisins. Bujumbura a été le théâtre depuis cette date de manifestations quasi-quotidiennes souvent violentes, parfois à balles réelles, et des rassemblements et des barricades ont également été constatés dans plusieurs localités de province. Le mouvement de contestation connaît un certain essoufflement depuis plusieurs jours, notamment, selon les organisateurs, parce que la police quadrille les quartiers contestataires et empêchent les manifestants de se rassembler. Cinq personnes ont toutefois été blessées par balles mercredi soir dans des affrontements avec la police dans deux quartiers de Bujumbura, et une sixième dans la journée lors de la dispersion d'une manifestation en province, selon des sources médicale et policière. Les autorités burundaises ont déjà précédemment accusé la presse d'encourager les manifestations. Un envoyé spécial de la chaîne de télévision France24, Thomas Brouck, s'est vu retirer début juin son accréditation, officiellement pour n'avoir pas respecté les termes de celle-ci, à savoir la couverture des élections. Mais un responsable lui avait également dit que des rapports de sécurité l'accusaient d'encourager par sa présence les manifestations. Les médias privés d'informations burundaises ont été réduits au silence durant la tentative avortée de coup d'Etat militaire des 13 et 14 mai et sont depuis réduits au silence. Avant leur destruction, les autorités les accusaient déjà d'inciter à l'insurrection en relayant les appels à manifester. De nombreux journalistes burundais font l'objet d'intimidations et de menaces et, selon Reporters sans Frontières, près de 50 journalistes burundais sont actuellement en exil, craignant pour leur sécurité.